

● (1120)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je comprends que le député s'intéresse à la question. Il est évident que les députés se préoccupent du niveau du chômage et des licenciements. J'ai déclaré à la Chambre que dans le cadre du budget actuel, le gouvernement va entreprendre des projets précis, et j'ai répondu au chef de l'opposition que, lorsque des décisions seront prises à cet égard, je ferai le nécessaire pour qu'elles soient annoncées. Ces décisions n'ont pas encore été prises.

L'ATTENTE DE LA PRÉSENTATION DE PROGRAMMES

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, 33 p. 100 des travailleurs forestiers de Colombie-Britannique sont sans travail. Cinquante mille travailleurs de l'automobile sont sans travail. Plus de 480,000 jeunes Canadiens sont sans travail. Combien de temps encore les Canadiens—en tout, il y en a près d'un million et demi en chômage—devront-ils attendre pour que le gouvernement montre qu'il s'en soucie en présentant de nouveaux programmes?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député pense que le lancement d'un certain nombre de programmes nouveaux réglerait les problèmes de ces chômeurs. Je pense qu'il les induit en erreur en leur faisant croire cela, parce que si nous ne réussissons pas à abaisser les prix, nous n'arriverons certainement pas à résoudre le problème du chômage. Voilà pourquoi je suis persuadé qu'il faut de la rigueur antiinflationniste pour créer les conditions d'une reprise de la croissance et de la création d'emplois. Voilà l'orientation fondamentale du budget, voilà la politique fondamentale du gouvernement.

LES RAISONS DE LA POSITION ADOPTÉE PAR LE GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, jusqu'à présent, le ministre aimait que nous nous intéressions à la situation dans le monde. Je lui ferai remarquer que le gouvernement conservateur de Ronald Reagan a révélé la semaine dernière que l'ampleur du déficit budgétaire n'était plus sa préoccupation prioritaire. Il y a quelque temps, le gouvernement français et il y a à peine dix jours, le gouvernement de la RFA, ont annoncé qu'ils allaient prendre d'importantes mesures de relance économique, car ils jugent la situation sociale préoccupante. Ils n'ont pas l'intention de rester les bras croisés pendant que le nombre des chômeurs ne fait qu'augmenter.

Est-ce parce que le gouvernement fédéral est à court d'idées ou qu'il se désintéresse du sort des Canadiens, ou pour ces deux raisons, qu'il ne fait rien?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député parle de la politique du gouvernement américain. Chez nos voisins comme ailleurs, on s'inquiète de l'augmentation du déficit. Chacun est conscient que si le déficit se maintient à son niveau actuel ou qu'il augmente, il sera plus difficile, voire impossible,

Questions orales

d'amener une réduction des taux d'intérêt aux États-Unis. Si les taux d'intérêt à court terme ont connu cette semaine une augmentation, c'est notamment parce que l'on s'inquiète du montant du déficit du gouvernement américain.

Si le député souhaite vraiment que l'on crée des emplois au Canada, il fera comme moi tout son possible pour amener la baisse des taux d'intérêt. Il passe cet aspect sous silence dans sa question parce qu'il se figure que nous pouvons régler nos problèmes sans régler la question de la hausse des prix et de l'inflation.

Le député fait allusion à l'Allemagne fédérale. Il est vrai que le gouvernement de la RFA a annoncé récemment des mesures, mais il maintient néanmoins sa politique anti-inflationniste . . .

M. Broadbent: Il a quand même pris des mesures de relance économique.

M. MacEachen: . . . et sa politique de restrictions financières. Je tiens à rappeler que l'Allemagne de l'Ouest connaît actuellement un taux de chômage de 8.2 p. 100, niveau record dans ce pays. La RFA connaît un problème exceptionnellement grave de chômage, plus sérieux en tout cas que chez nous.

● (1125)

Le député parle des mesures prises par le gouvernement d'Allemagne de l'Ouest. Je les ai étudiées attentivement. Elles ne représentent pas un changement radical par rapport à la politique financière actuelle de ce pays. Si nous faisons le bilan des mesures fiscales que nous avons prises, je crois que l'impression laissée serait au moins identique à l'impression que donnent les mesures prises en Allemagne de l'Ouest.

* * *

L'ADMINISTRATION

LES ENTRETIENS DU MINISTRE AVEC LES DÉPUTÉS LIBÉRAUX

L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse aussi au ministre des Finances. Hier, le député de Kitchener nous a dévoilé l'existence d'une deuxième brèche de taille dans le caucus libéral, dans une entrevue accordée au *Kitchener-Waterloo Record*. En effet, le député a déclaré avoir reçu un millier de lettre de ses électeurs qui se plaignaient à lui des politiques économiques et des mesures budgétaires du gouvernement. Il aurait déclaré faire partie du groupe de sept ou huit députés libéraux qui s'étaient entretenus avec le ministre des Finances pour l'exhorter à modifier ses politiques.

Le ministre des Finances peut-il confirmer la déclaration du député de Kitchener selon lequel le ministre s'est entretenu avec sept ou huit députés libéraux, dont le député de Kitchener lui-même, et que ces derniers lui ont conseillé de modifier ses politiques de façon à dévaluer à court terme le dollar, à assouplir à court terme la politique monétaire, à favoriser l'investissement étranger à long terme et à freiner quelque peu le programme de canadianisation?